

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire. En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité. Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) de mission « évaluation des politiques publiques »

**Direction Marchés, études et prospective
Service Analyse et fonctions transverses et multifilières (AFTM)
Unité Evaluation**

N° appel à candidature : 20276	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 2 Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste susceptible d'être vacant	Localisation : Montreuil (93) 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.
Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche ;
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique ;
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés ;
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

La Direction des Marchés, études et prospective a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux.

Au sein du Service Analyses et Fonctions Transversales et Multifilières, l'unité Evaluation est chargée de conduire les exercices d'évaluation d'actions publiques prévues au programme de l'établissement ; il s'agit en particulier de quantifier l'impact socioéconomique des mesures mises en œuvre par l'établissement.

Objectifs du poste

- Participer aux activités d'évaluation des politiques publiques au sein de FranceAgriMer ainsi qu'en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ;
- Contribuer à la diffusion de la culture de l'évaluation dans l'établissement en favorisant notamment l'adaptation du recueil et du traitement des informations nécessaires à la caractérisation de l'impact socio-économique des interventions publiques.
- Fournir aux autres unités de l'établissement qui le souhaitent une expertise sur les méthodes d'évaluation des actions menées.

Missions et activités principales :

- Réalisation d'exercices d'évaluation variés tant en terme de type d'aides analysées que de filières concernées. Pour les dispositifs évalués, il s'agit de reconstituer la logique d'action du dispositif, de trouver les indicateurs pertinents et les sources de données à mobiliser pour apprécier la pertinence, la cohérence, l'efficacité et l'efficience des mesures mises en œuvre et de formuler d'éventuelles recommandations d'évolution du dispositif. Il peut parfois s'agir de proposer des solutions techniques permettant de contourner les obstacles classiques à l'évaluation et notamment l'absence ou la difficulté d'accès aux données les plus directement pertinentes ;
- Rédaction de rapports d'évaluation et présentation des résultats aux instances associant les professionnels concernés ;
- Appui méthodologique aux Unités de l'établissement concernant la simplification des dispositifs d'aides et le suivi d'études d'impacts socio-économiques notamment ;
- Participation à la préparation du programme annuel d'évaluation au sein du programme triennal d'études économiques préparé et mis en œuvre par la direction MEP.

Relations fonctionnelles du poste :

Le(a) chargé(e) de mission travaille en étroite collaboration avec les autres unités de FAM selon le domaine évalué (Unités suivant l'information économique des filières au sein de MEP, Direction des interventions, Délégués filières, services territoriaux). Il (elle) met en place des comités d'évaluation rassemblant, selon les besoins, des agents du MAA (Bureaux produits, SSP, CGAAER, services déconcentrés), du MTES (CGDD), des collectivités territoriales, des représentants professionnels de l'agriculture et de la pêche.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Bonne connaissance des politiques agricoles et/ou de la pêche ;
- Solides notions d'économie, notamment agricole ;
- Connaissance des règles de base en matière d'aides agricoles, nationales et communautaires ;
- Bonne connaissance du fonctionnement de l'établissement

Savoir-faire / Maîtrise

- Capacité d'analyse, de synthèse, de rigueur et de méthode ;
- Qualités relationnelles et rédactionnelles avérées ;
- Aptitude à la gestion de projets et au travail en équipe ;
- Bonne maîtrise des outils bureautiques ;
- Maîtrise des techniques de traitement de base de données ;
- Capacité à s'investir dans une grande variété de sujets différents

Diplôme – Expérience professionnelle

Niveau ingénieur ou bac + 5.souhaité

Minimum bac+3

Contraintes du poste :

Pas de contrainte particulière

Poste clé¹ : Oui Non X

Poste à caractère sensible² : Oui Non X

Poste à privilèges³ : Oui Non X

Personnes à contacter

Patrick AIGRAIN – chef de service Analyses et Fonctions Transversales et Multifilières

Tél. : 01.73.30.33.17

patrick.aigrain@franceagrimer.fr

Anne-Sophie WEPIERRE - cheffe de l'unité Evaluation, SAFTM

Tél. : 01.73.30.23.11

anne-sophie.wepierre@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 03/12/2021

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.